



DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Evaluation environnementale du SCOT du Haut-Jura

MAPA 2014-010

3. ACTE D'ENGAGEMENT

Maison du Parc du Haut-Jura
29, Le Village
39310 LAJOUX
Téléphone : 03 84 34 12 30 – Télécopie : 03 84 41 24 01
http : // www.parc-haut-jura.fr – Email : parc@parc-haut-jura.fr

**MARCHE DE SERVICES RELEVANT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE EN VERTU DES
ARTICLES 30 et 77 du CODE DES MARCHES PUBLICS**

(Décret N° 2006-975 du 1^{er} août 2006)

Objet du marché : **Evaluation environnementale du SCOT du Haut-Jura**

N° du marché : 2014-010

Marché notifié le (date d'envoi du courrier):

Accusé-réception du : (Date d'effet du marché)

ENTRE :

Le syndicat mixte du Parc naturel régional, représenté par Monsieur le Président, Jean-Gabriel Nast, sis 29 Le Village 39310 LAJOUX

d'une part

et

La société ou le mandataire du groupement (en cas de groupement, le candidat joindra le formulaire DC 1 attestant de la capacité du mandataire à signer le marché au nom du groupement)

Nom :

Domiciliée :

Tél :

N° registre du commerce :

N° SIRET :

Représentée par : (nom et qualité)

d'autre part,

Personne habilitée à donner des renseignements en application de l'article 109 du Code des Marchés Publics : Monsieur le Président du Syndicat Mixte du Parc naturel régional du Haut-Jura.

La présente offre n'engage l'attributaire que si le marché lui est notifié dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 1 – OBJET- INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES

1-1 Objet du marché

Evaluation environnementale du SCOT du Haut-Jura

Lieu(x) d'exécution : Lajoux

1-2 Intervenants

1-2.1 : Interlocuteurs du Parc naturel régional du Haut-Jura

En cas de remplacement d'un intervenant, le titulaire doit en informer aussitôt le Parc en lui communiquant, au minimum 2 semaines à l'avance, le nom et le CV correspondant, qui devra comporter des compétences équivalentes.

Ce changement devra recueillir l'agrément du Parc qui se réserve le droit de demander de proposer un autre intervenant si les conditions d'équivalence ne sont pas remplies. Le titulaire devra s'assurer que le nouvel intervenant a reçu les informations nécessaires sur le projet et ses modalités d'organisation pour poursuivre l'exécution de la mission conformément aux conditions du présent marché. Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de mettre en œuvre une résiliation aux torts du titulaire si ce dernier n'est finalement pas en mesure de proposer un intervenant répondant à ces conditions après mise en demeure par lettre RAR restée infructueuse.

1-2.2 : Interlocuteur du titulaire du marché

L'interlocuteur du titulaire du marché est le chargé de mission SCOT et urbanisme.

1-2.3: Désignation des sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial désigne tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6 du CCAG P.I.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article 3.6 du CCAG P.I
- Le compte à créditer

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre en sus de l'acte spécial :

- Une déclaration de sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (1° de l'article 114 du Code des Marchés Publics)
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 8231-1, L8241-1, L8251.1, L8221-1 et L8221-3 du Code du Travail,
- Les capacités professionnelles du sous-traitant.

Dans le DC4 (mis en ligne sur le site du MINEFI à jour à décembre 2011), il est indiqué la nature et le montant des prestations que (j'envisage) (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le nom de ses sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que (j'envisage) (nous envisageons) de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Montant hors T.V.A :Euros

TVA 19,6 % :Euros

Montant T.V.A. incluse :Euros

Montant.....Euros (en lettres)

1-3 Durée et délais d'exécution

Le marché est conclu pour une durée de 3 ans à compter de la notification du marché.

Le délai d'exécution part de la date de notification du marché.

Les délais d'exécution des éléments de mission ou leurs modalités de définition sont précisés à l'article 4 du CCTP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.- P .I

1-4 Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

1-5 Résiliation du marché

La personne publique peut résilier le marché selon l'article 47 du Code des Marchés Publics, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles 44, 45 et 46 du même code et selon les dispositions des articles 29 à 36 du C.C.A.G.-P.I

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

2-1 Pièces particulières :

- Le présent marché à procédure adaptée (et annexes),
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (et ses annexes),
- La note méthodologique et le descriptif de la mobilisation des moyens humains.

2-2 Pièces générales :

- Le CCAG applicable aux marchés de prestations intellectuelles, issu de l'arrêté du 16 septembre 2009 en vigueur lors de la remise des offres ci après dénommé le CCAG,
- La réglementation et les normes en vigueur.

ARTICLE 3- DESCRIPTION DES SERVICES ET MODALITES D'EXECUTION

Les **services**, objet du marché sont décrits dans le cahier des clauses techniques particulières ainsi que leurs modalités d'exécution, de vérification et d'admission.

Exceptionnellement, pour des missions très ponctuelles ou ne permettant pas, à priori, d'apprécier le temps et les moyens nécessaires pour les mener à terme, la facturation du titulaire se fera sur la base du bordereau de prix contractuel. Dans ce cas, le titulaire joindra à sa demande de paiement tous les justificatifs permettant d'apprécier le service fait.

ARTICLE 4 - PRIX

4.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Le présent marché est passé sur la base d'un prix global et forfaitaire. Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires à la réalisation des prestations et incluant tous les frais, rémunérations, impôts et taxes, charges, abonnements, fournitures, matériels et sujétions du titulaire, ainsi que les frais de déplacement.

ARTICLE 5 : AVANCE

Une avance sera versée au titulaire, sauf indication contraire, lorsque le montant fixé pour la phase est supérieur à 10 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Son montant est égal à 20% du montant initial de la phase.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

L'entreprise désignée ci-après :

- ☐ refuse de percevoir l'avance
- ☐ accepte de percevoir l'avance

NB : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux sont cochées, le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

ARTICLE 6 : ACOMPTE

Les règles relatives aux acomptes sont fixées par l'article 91 du code des marchés publics et précisées à l'article 11.2 du CCAG P.I

ARTICLE 7 – PENALITES DE RETARD

Les règles relatives aux pénalités de retard sont fixées par l'article 14.1 du CCAG P.I.

ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

8-1 - Mode de règlement

Les services, objet du présent marché, seront financés par le budget de la collectivité. Elles seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique .

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités dus au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiements.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception de la facture par le pouvoir adjudicateur, accompagnée de tous les documents justificatifs qui seraient exigibles.

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculées en appliquant les taux de T.V.A en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

Le comptable assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de Saint-Claude

Le maître de l'ouvrage se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant : (*Fournir le RIB ou le RIP correspondant*)

Ouvert au nom de :

Pour les prestations suivantes :

Etablissement :

Numéro de compte : Clé :.....Code banque : Code Guichet :

En cas de groupement conjoint, il est nécessaire d'annexer le tableau de répartition des paiements.

En cas de groupement solidaire, les paiements s'effectueront sur un compte joint ouvert ultérieurement au nom du groupement.

8-2- Présentation des demandes de paiements

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la prestation réalisée ;
- le montant hors taxe de la prestation en question ;
- le nombre d'heures réalisé pour les prestations à prix unitaire horaire ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Parc Naturel Régional du Haut-Jura
Maison du Parc du Haut-Jura
29, Le Village
39310 LAJOUX

En cas de cotraitance : La signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement à lui payer directement.

En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les dispositions des articles 22 à 26 du CCAG - PI sont applicables

ARTICLE 10 - IMPUTATION BUDGETAIRE

Le montant du présent marché sera imputé au budget principal compte 617

ARTICLE 11 – DEROGATION(S) AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 1.2.1 déroge à l'article 3.4 du CCAG - P.I.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière.

ARTICLE 13 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire est l'option B telle que définie au chapitre 5 du C.C.A.G.-P.I. (article B.25.), et complétée par les dispositions suivantes :

La cession de droits d'utilisation des résultats vaut au profit du Parc exclusivement.

Le prix de cette cession est compris dans les prix du présent marché.

Si les prestations ou les résultats du marché sont protégées par un droit de propriété littéraire, son titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, les droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, pour la durée de l'utilisation des prestations objet du présent marché et ce, à compter de la notification du marché. Cette cession vaut sur le territoire du Parc pour assurer les objectifs et besoins liés à l'objet du marché, sur tous supports connus ou non connus à ce jour.

Le Parc ne pourra faire usage des résultats et exercer les droits définis ci-dessus que selon les conditions présidant aux relations entre le client et l'avocat telles que définies par la déontologie de la profession telle qu'elle résulte des lois et règlements.

Tout acte d'exploitation des résultats par le Parc mentionnera le nom du titulaire du marché ou de l'auteur si celui-ci est différent.

Le titulaire ne peut publier les résultats que sous réserve des obligations de confidentialité et de déontologie professionnelle mentionnées dans le présent marché, et à condition de disposer de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. Il s'engage à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés, sauf en ce qui concerne les connaissances antérieures incorporées dans les résultats, qui sont concédées à titre non exclusif au pouvoir adjudicateur.

Article 14 - ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 20 du C.C.A.G.-P.I., le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du marché, à l'issue des missions 1 du prestataire définies au C.C.T.P

Article 15 - AJOURNEMENT

Si des circonstances imprévues empêchent temporairement la poursuite de l'exécution de l'un des éléments de mission, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de recourir à l'ajournement de cet élément sans remettre en cause l'économie générale du marché. L'ajournement et la reprise de l'exécution de l'élément de mission seront notifiés par un ordre de service du représentant du pouvoir adjudicateur.

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original

A

Le

Signature du candidat

Porter la mention manuscrite

Lu et approuvé

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

*Est acceptée la présente offre pour valoir
acte d'engagement*

A

Le

**Signature du représentant du pouvoir
adjudicateur**

DATE D'EFFET DU MARCHÉ

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché signé

Le

par le titulaire destinataire

MODIFICATION(S) ULTERIEURE(S) AU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

(A renseigner autant de fois que nécessaire)

La part de prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée (*indiquer l'unité monétaire d'exécution du marché et le montant en lettre*) à :

Montant initial : - Ramené à :

- Porté à :

A le¹
Signature

¹ Date et signature originales